Le Conseil,

Vu le rapport du 14 septembre 1999, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Dans le cadre des mesures de réaménagement de prêts accordées par la Caisse des dépôts et consignations, la SA d'HLM Sageco Rhône-Alpes informe la Communauté urbaine qu'elle souhaite restructurer sept prêts, pour un capital restant dû total de 21 727 169,87 F garanti à 100 % par la communauté urbaine de Lyon, aux conditions suivantes :

- taux d'intérêt : 4,30 %, puis 3,80 % au 1er août 1999,
- maintien des intérêts compensateurs,
- annuités progressives 0,50 %.

Les prêts réglementés sont révisables en fonction de la variation du taux du livret A.

Il est précisé que le réaménagement envisagé par la société Sageco Rhône-Alpes amène un gain financier en terme d'annuités estimé à 5 346 725,84 F sur la base du taux réaménagé de 4,30 %. Le passage au taux de 3,80 % au 1er août 1999, améliore encore ce gain.

La garantie communautaire est sollicitée pour les sept avenants et les garanties accordées à l'origine des prêts sont abrogées ;

B - Propose de délibérer comme suit :

Vu ladite garantie d'emprunt ;

Vu la loi n° 96-142 du 21 février 1996 portant code général des collectivités territoriales, notamment sa deuxième partie (livre II - titre V - chapitre II - articles L 2 252-1 à L 2 252-4) ;

Oùï l'avis de sa commission finances et programmation ;

DELIBERE

Article 1er : la communauté urbaine de Lyon accorde sa garantie à la SA d'HLM Sageco Rhône-Alpes à propos de sept prêts qu'elle souhaite restructurer, pour un capital restant dû total de 21 727 169,87 F garanti à 100 % par la communauté urbaine de Lyon, aux conditions suivantes :

- taux d'intérêt : 4,30 %, puis 3,80 % au 1er août 1999,
- maintien des intérêts compensateurs,
- annuités progressives 0,50 %.

Les prêts réglementés sont révisables en fonction de la variation du taux du livret A.

Il est précisé que le réaménagement envisagé par la société Sageco Rhône-Alpes amène un gain financier en terme d'annuités estimé à 5 346 725,84 F sur la base du taux réaménagé de 4,30 %. Le passage au taux de 3,80 % au 1er août 1999, améliore encore ce gain.

La garantie communautaire est sollicitée pour les sept avenants et les garanties accordées à l'origine des prêts sont abrogées.

Les contrats devront être réalisés dans un délai de deux ans à compter de la présente délibération ; dans le cas contraire la garantie serait nulle et non avenue.

Au cas où la SA d'HLM Sageco Rhône-Alpes, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues par elle aux échéances convenues ni des intérêts moratoires qu'elle aurait encourus, la Communauté urbaine s'engage à en effectuer le paiement en son lieu et place, sur simple demande de la caisse prêteuse adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que la caisse prêteuse discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 2 : le conseil s'engage pendant toute la durée des périodes d'amortissement durant lesquelles seront dus à la fois les intérêts et l'amortissement, à créer, en cas de besoin, une imposition directe suffisante pour couvrir les sommes dues.

Article 3 : le conseil autorise monsieur le président de la Communauté urbaine à intervenir à chacun des contrats de prêts qui seront passés entre la SA d'HLM Sageco Rhône-Alpes et la Caisse des dépôts et consignations et à signer les conventions à intervenir avec la SA d'HLM Sageco Rhône-Alpes pour la garantie du paiement des intérêts et du capital des emprunts sus-visés.

Tous les frais relatifs à ces opérations seront à la charge de la SA d'HLM Sageco Rhône-Alpes.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,